Jésuites, semble nécessiter le maintien du collège bilingue tel qu'il existe maintenant. Ni le nombre des élèves de langue française, ni celui de ceux de langue anglaise, ne tend à diminuer. La fondation possible d'un externat anglais à Winnipeg n'entraînerait pas la décadence du pensionnat bilingue. Tant que prévaudra la direction imprimée par S. G. Mgr l'Archevêque actuel, l'organisation intérieure de notre cours d'étude semble donc devoir être stable quant à sa substance.

Y aura-t-il du changement dans nos rapports avec l'Université du Manitoba? Celle-ci ne peut rester longtemps ce qu'elle est aujourd'hui. A sa fondation, en 1877, on adopta l'organisation actuelle parce qu'elle était alors plus simple et plus commode. Mais on ne peut s'attendre à ce que le Manitoba se passe encore longtemps d'une Université enseignante, à ce que sa maison d'enseignement supérieur reste sans organisation suffisante et presque sans subventions. On a créé des collèges de médecine et de pharmacie, mais on n'a pas encore de faculté de droit, et les futurs avocats n'ont d'autre moyen de se préparer à leur carrière que l'étude personnelle et le stage dans un bureau et dans les couloirs de la cour d'assises, où ils récoltent autant de rebuffades que de bons conseils. Il est vrai que, depuis plusieurs années, l'enseignement pénètre subrepticement dans l'Université sous forme de chaires qu'on établit. Mais un puissant parti veut davantage: il lui faut une université contrôlée et largement subventionnée par l'Etat, jouissant du monopole de l'enseignement supérieur, neutre au point de vue religieux, cessant, par conséquent, d'être sous la dépendance des collèges qui personnifient les diversités de croyances religieuses.

En 1907, une commission composée de sept membres, qui représentaient l'Université, le gouvernement et les collèges, fut chargée d'étudier les réformes à introduire dans l'organisation actuelle. Trois rapports furent présentés au conseil de l'Université, l'un supprimant les collèges et réclamant pour l'Université le monopole de l'enseignement supérieur et secondaire; un autre laissant subsister les collèges, mais leur enlevant toute part dans la direction de l'Université; un troisième, celui qui représentait les vœux des catholiques, gardant le système actuel et se contentant d'introduire les réformes que les circonstances exigent. Aucun rapport ne put être adopté à l'unanimité. Le premier ministre de la province, M. Roblin, refusa de présenter, au nom du gouvernement, un projet d'enseignement supérieur rejeté d'avance par une partie de l'électorat. Pendant deux ans on chercha à s'entendre; au mois de février dernier on constata que c'était impossible, deux partis irréductibles se trouvant en présence: ceux qui ne veulent qu'un enseignement neutre, ceux qui ne veulent que l'enseignement basé sur la religion. La ques-